

qui profite de la hausse en flèche du prix des denrées alimentaires.

Ce matin, alors que je me livrais à quelques recherches, j'ai téléphoné à l'un de mes électeurs, qui se spécialise dans la volaille et dans les œufs. Il m'a dit que le prix de revient des gros œufs de la catégorie A était d'environ 25c. la douzaine. C'est l'agriculteur qui se charge de la classification, et ainsi de suite, et il ne touche que 17c. alors que dans un centre commercial de Yorkton, à quelques pas de là, ces œufs se vendent 54c. la douzaine. Si l'agriculteur vendait les œufs sans les classer, il ne toucherait que 12c. de la douzaine—et cela représente une augmentation par rapport à l'an dernier, où il ne touchait que 8c. Cette même personne m'a dit que les poulets pour lesquels elle touchait 22½c. de la livre se vendaient 89c. la livre. Là encore, on voit qui fait le bénéficiaire.

J'aimerais maintenant parler du revenu de l'agriculteur et de ce qui s'est produit au cours des dernières années. Les cultivateurs touchent moins du boisseau de blé aujourd'hui qu'en 1949, bien qu'au cours de la même période, le prix d'une miche de pain ait augmenté en flèche. Selon les chiffres publiés par le ministère de l'Agriculture et par Statistique Canada, en 1950-1951, le cultivateur touchait \$1.80 le boisseau de blé, et en 1971, il ne touche que \$1.33. En 1950-1951, un boisseau de navets lui rapportait \$1.75, mais aujourd'hui, il ne touche que 35c., soit 5 fois moins qu'il y a 20 ans. Il recevait \$2.75 pour 75 livres de pommes de terre en 1950-1951, et aujourd'hui il en reçoit \$1.50. Il y a 20 ans, il vendait ses porcs 34 cents la livre et maintenant il les vend 22 cents.

Il est évident que ce que touche l'agriculteur pour presque toutes les denrées a diminué radicalement depuis 20 ans, même si nous savons tous que le pouvoir d'achat du dollar actuel est inférieur à celui d'alors. Nous constatons que le revenu agricole global au pays en 1970 est moindre qu'en 1968, alors qu'il s'élevait à quelque 1,710 millions de dollars. Trois ans plus tard, en 1971, il était de 1,573 millions, malgré que les prix des denrées alimentaires aient augmenté d'environ 7.4 p. 100 l'année dernière seulement.

En téléphonant au ministère de l'Agriculture cet après-midi, j'ai appris que, selon une étude faite en Saskatchewan en 1966, année relativement bonne pour les céréales, l'agriculteur conservait \$8 net l'acre, une fois ses dépenses payées. Quatre ans plus tard, en 1970, il perdait en moyenne \$4 l'acre. Répartis sur cinq campagnes agricoles, ces chiffres signifient que l'agriculteur a touché une moyenne de 44 cents l'acre malgré l'augmentation astronomique des prix des denrées alimentaires.

Tandis que sa production rapporte moins à l'agriculteur, les coûts de production ont augmenté. Selon le rapport de la Commission Barber, le prix des machines agricoles a augmenté de 85 p. 100 entre 1949 et 1971, tandis que le prix reçu pour la production n'a augmenté que de 3 p. 100 au cours de la même période. Comme je l'ai dit auparavant, le prix du boisseau de blé en 1971 est inférieur à celui de 1949. Selon le ministère de l'Agriculture, les coûts de production des denrées alimentaires agricoles ont doublé entre 1949 et 1969, tandis que le revenu que tire l'agriculteur des mêmes produits n'a augmenté que 20 p. 100 au cours de la même période. En conséquence, la population agricole a diminué de façon spectaculaire, soit de trois à deux millions, en 20 ans. Au cours des cinq dernières années, le nombre d'entreprises agricoles a diminué de 15 p. 100 au Canada.

Certains députés qui représentent des circonscriptions urbaines pourraient se poser des questions sur la produc-

tivité et supposer que l'agriculteur est incompetent et n'a que ce qu'il mérite. A cet égard, j'aimerais citer des chiffres, publiés par Statistique Canada et d'autres institutions, qui démontrent que le rendement agricole est supérieur à celui de la plupart des autres industries dans notre pays. En partant de 1961 comme année de base, avec un indice de 100, on s'aperçoit qu'en 1972, la productivité agricole était passée à 165.2. Dans les secteurs non agricoles, au cours de la même période, l'indice de productivité n'était passé qu'à 123.5. Le chiffre s'établit en moyenne à 4.8 p. 100 par année pour les agriculteurs, alors que la moyenne annuelle dépasse 2.6 p. 100 pour l'industrie non agricole. Nous devons donc comparer 4.8 p. 100 à 2.6 p. 100.

• (1750)

L'agriculteur donne un rendement extrêmement efficace, pourtant son revenu des denrées agricoles est proportionnellement inférieur à celui d'il y a plusieurs années. Ainsi nous constatons que durant la période de 1960-1962, un agriculteur produisait des denrées alimentaires pour 30 autres personnes. Entre 1968 et 1970, le même agriculteur en produisait pour 42 personnes, ce qui représente une augmentation du rendement. L'agriculteur fait vivre 12 personnes de plus. Si je puis me reporter de nouveau au rapport de la commission Barber pour démontrer que la productivité de l'agriculteur est plus grande maintenant que naguère, on constatera que durant la période 1910-1914, il fallait à l'agriculteur 15.2 heures pour produire un boisseau de blé. Entre 1935 et 1939, il ne lui en fallait que 8.8 mais, durant la période de 1963-1967, il ne lui fallait que 2.9 heures pour produire le même boisseau.

Il est évident que la productivité de l'agriculteur a augmenté. Son rendement a augmenté dans la production des denrées alimentaires, comme le démontre l'examen de toutes les autres denrées agricoles. Ainsi en 1935-1939, il fallait 148 heures à l'agriculteur pour produire la même quantité de lait qu'il a produit en 84 heures entre 1963 et 1967. L'agriculteur est devenu plus productif. D'autre part, ses frais ont augmenté radicalement et ses recettes ont diminué. A l'heure actuelle, il reçoit moins du consommateur de produits alimentaires qu'il y a quelques années, et toutefois les prix alimentaires ont augmenté de façon spectaculaire.

Je veux dire que l'agriculteur a fait son travail et que le consommateur doit payer la note. Cependant, ce sont les consortiums et les grands magasins de produits alimentaires qui récoltent tous les bénéfices. La Garfield Weston Company contrôle ou a des intérêts dans 60 sociétés au sein de notre pays. C'est eux qui prennent les décisions. Il n'y a pas de rivalité, monsieur l'Orateur; il y a un monopole presque intégral dans ce domaine. La Weston Company a des intérêts dans les magasins Dominion, Loblaw's, Lucky Dollar Stores, E. B. Eddy, Weston Groceries, Westfield Foods etc., etc. On pourrait difficilement donner la liste complète de toutes les sociétés dans laquelle cette entreprise est intéressée.

Au nom des agriculteurs et des consommateurs de notre pays, qu'on nous permette d'enquêter sur ce genre d'affaires. Si le ministre pense qu'il n'y a rien à cacher, pourquoi l'idée d'une enquête l'effraie-t-elle? Je suis certain qu'il cherche à couvrir ses amis, les patrons de grandes sociétés de notre pays, et que le parti conservateur reste timidement de côté, derrière les rideaux, en approuvant et en déclarant: «Nous aussi la société alimentaire nous intéresse davantage que le consommateur ou le cultivateur».